

SAMIR AMIN (rev 2)

AU DELA DE LA MONDIALISATION LIBERALE : UN MONDE MEILLEUR OU PIRE ?

1. L'avenir vu par les puissances dominantes

1. La masse d'informations de toutes natures concernant tous les pays du monde collectées par la CIA est sans pareille. L'institution n'en tire pourtant aucune analyse qui sorte de la plus grande banalité, sans doute parce que ses dirigeants sont enfermés dans leurs préjugés, incapables de sortir de leur monde anglo saxon, et par là même dénués d'esprit critique et d'imagination.

Le rapport de la CIA sur le monde en 2020 n'imagine pas que les principes de la mondialisation libérale en vigueur, qualifiée de « projet Davos » soient remis en question. Car ces principes sont, d'évidence pour Washington et ses amis, parfaits. Donc sans alternative crédible ; et ceux qui ne pensent pas ainsi ne peuvent être que des déviants irrationnels, ou des démagogues sans principes. Le libéralisme mondialisé est considéré comme porteur d'une bonne croissance économique partout où il est sérieusement mis en œuvre. La mondialisation libérale est par définition heureuse.

Certes dans son déploiement réel ce projet qui constitue « la fin de l'histoire » (d'évidence pour ses défenseurs) souffre d'insuffisances génératrices d'échecs – passagers - , engendre des réactions absurdes (parce que remettant en question les bons principes du libéralisme) à l'origine de situations chaotiques. Dans cette vision les « peuples », les « politiciens » et les « idéologues » sont les seuls responsables des échecs et du chaos, la logique de l'expansion du libéralisme mondialisé (c'est à dire la logique de l'accumulation du capital) n'étant porteuse que de bienfaits pour tous (ou presque).

Ces manières de raisonner et ces visions du monde ne sont certainement pas particulières aux équipes au pouvoir à Washington. Elles reproduisent le discours dominant des pouvoirs dans leur grande majorité, et témoignent des limites étroites qu'imposent les préjugés sur lesquels elles sont fondées. Une analyse de la réalité qui aspirerait à être aussi vraie que possible, doit partir de la remise en question de ces préjugés, et soumettre les thèses qu'ils inspirent à une critique rigoureuse.

Les « écarts » entre le monde en 2020 vu par l'establishment des Etats Unis et le monde d'aujourd'hui ne sont alors que d'importance relative. Ces « écarts » ne concernent d'ailleurs que la place de l'Asie (Chine et Inde en particulier) dans l'économie mondiale du fait de la poursuite d'une croissance forte pour ces deux pays de taille majeure. Cette croissance s'inscrirait dans la mondialisation libérale et serait parfaitement compatible avec le maintien du leadership des Etats Unis. A aucun moment la question n'est posée de savoir si ce modèle peut être poursuivi indéfiniment sans que les contradictions internes aux pays concernés n'imposent des bifurcations dans des directions nouvelles et imprévues.

Ailleurs, « rien à signaler » ou presque.

L'Europe demeurerait enfermée dans ses « impuissances » (à se réformer radicalement dans le sens libéral, à adopter un modèle de gestion de ses immigrés inspiré par la pratique des Etats

Unis etc...), de ce fait son économie serait frappée d'atonie opiniâtre. Mais à aucun moment il n'est envisagé que celle-ci puisse devenir insupportable au point de remettre en question le libéralisme aux niveaux nationaux, pan européen ou dans les relations avec le reste du monde. Il n'est pas davantage imaginé que l'Europe puisse sortir de l'atlantisme et de la protection des Etats Unis face aux terroristes que seul Washington serait à même de juguler par la conduite de guerres préventives.

La Russie, toujours réfractaire à la démocratie, serait incapable de se reconstituer en puissance industrielle modernisée et dynamique, et deviendrait une puissance exclusivement pétrolière (comme l'Arabie séoudite). Handicapée par sa démographie de déclin, embourbée dans des rapports tendus avec les nouveaux Etats d'Asie centrale et du Caucase, définitivement séparée de l'Ukraine, elle préférerait naviguer dans le sillage de Washington que de tenter un rapprochement avec l'Europe, auquel celle-ci au demeurant n'est pas intéressée.

L'Amérique latine demeurerait telle qu'on la voit aujourd'hui. Croissance dans le libéralisme dans le cône Sud et au Mexique, avancées en direction de l'intégration imaginée par le projet de zone de libre échange des Amériques, reconnaissance dans ce cadre du leadership de Washington. Le « vestige du passé » (Cuba) disparaît, le soubresauts populistes (type Chavez) sont sans avenir, la montée des indigénismes absorbable.

L'Afrique noire ne rentrerait toujours pas dans l'ère de l'industrie, incapable de suivre en cela les exemples de l'Asie et de l'Amérique latine. Handicapée par l'extension de la pandémie du sida et par une tradition opiniâtre de « mauvaise gouvernance », elle n'enregistrerait de croissance que pour l'exploitation de ses matières premières (pétrole) et – peut-être- quelques produits agricoles.

Enfin les mondes arabe et musulman – du Maroc à l'Indonésie – resteraient paralysés par le ralliement massif de leurs peuples au fantasme de la reconstruction d'un « Califat » mythique. L'échec permanent de ce projet produirait alors l'instabilité politique - rendant impossible le progrès démocratique - et la médiocrité des performances économiques, sans néanmoins que la dérive terroriste permanente qui les accompagne ne soit de nature à menacer réellement le reste du monde. L'échec du terrorisme a toutefois un prix : l'occupation permanente de l'Iraq (prévue d'ailleurs par Washington avant même son agression) – et la remise aux calendes de la démocratie dans ce pays ; le non règlement du problème palestinien ! Pour prix également les restrictions aux droits démocratiques dans les pays de l'Occident « civilisé ».

Les évolutions « probables » décrites ci-dessus conduisent à la conclusion que le leadership des Etats Unis ne serait pas menacé. Pas même par l'Asie triomphante, a fortiori par l'Europe enlisée dans la stagnation et de ce fait rivée par l'atlantisme (et l'OTAN) au char des Etats Unis. L'ONU poursuivrait son déclin, relayée pour la gouvernance politique du système mondial par les Etats Unis, avec le soutien éventuel (mais non nécessaire) de l'OTAN. Guerre préventive, devoir d'intervention (dite humanitaire), propagation (manipulation en fait) des droits de l'homme constituerait l'essentiel du discours de légitimation du nouvel impérialisme, en 2020 comme aujourd'hui.

2. Cette image de l'avenir du monde pose problème.

Cet avenir est présenté dans le cadre de prétendus « scénarios », qui en fait se résument à l'alternative « le monde selon Davos » (c'est à dire l'approfondissement de la mondialisation libérale, assurent le leadership plus ou moins exclusif des Etats Unis) ou le « chaos ». Il ne

s'agit là que d'un faux contraste, car dans la réalité c'est la poursuite du « projet de Davos » qui engendre le chaos (les réactions « populistes » aux échecs sociaux, le terrorisme etc.). Il ne s'agit donc en fait que d'un seul scénario : la poursuite du projet libéral garanti par celle du leadership des Etats Unis et la gestion du chaos par la militarisation de la mondialisation.

L'establishment des Etats Unis (mais tout autant que lui la majorité des forces politiques au pouvoir dans le monde actuel) refuse d'envisager le contraste véritable qui est à dresser entre précisément ce projet et ceux qui correspondraient à des changements sensibles dans les rapports de force sociaux et politiques en faveur des classes populaires et des nations dominées, qui sont au demeurant la condition d'un recul du « chaos ». Par ailleurs les establishments en question refusent également d'examiner les chances, la portée et les conséquences d'une « sortie à droite » du libéralisme mondialisé en crise, comme celle que les Neo-cons des Etats Unis soutiennent.

Dans ces conditions on serait sans doute tout à fait en droit de poser les questions suivantes : pourquoi les « experts » de l'establishment des Etats Unis nous ont-ils proposé une vision de l'avenir aussi plate ? A qui s'adressent leurs documents ? Quels buts poursuivent-ils ? Sont-ils sincères ou cachent-ils leur jeu ?

Je crois pour ma part que l'objectif réel du document n'est pas de faire réfléchir le lecteur mais au contraire de le convaincre « qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme mondialisé et au leadership des Etats Unis ». Les rédacteurs sont d'ailleurs probablement plutôt démocrates que républicains et bien que les uns et les autres poursuivent les mêmes objectifs, les premiers évitent soigneusement le style arrogant de l'équipe en place à Washington. Sont-ils convaincus que le capitalisme libéral mondialisé peut être « bon » pour tous (ou presque), fût-ce au prix de quelques régulations (comme la « lutte contre la pauvreté » l'exigerait) ? Sont-ils convaincus que les Etats Unis sont investis d'une mission historique et porteurs d'un message de démocratie pour tous ? Sont-ils donc convaincus que l'hégémonie de Washington est par nature « gentille » ? Ou sont-ils des cyniques qui savent bien que le système en place garantit au capital des grandes transnationales un rendement maximal, et que c'est là leur préoccupation exclusive, au mépris des droits sociaux des classes populaires ? qui se moquent bien de la « démocratie » pour les peuples de la Planète ? qui n'hésitent pas à donner la priorité au pillage des ressources naturelles des pays soumis à leur protectorat pour le seul bénéfice des consommateurs des Etats Unis ?

Par leur formation et leur culture, ces individus sont sans doute largement convaincus qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme, parce qu'il serait le « meilleur système possible » en termes d'efficacité et d'équité, qu'il correspondrait le mieux à la « nature humaine », serait porteur de démocratie etc. Ils (et elles) croient souvent à la mission historique des Etats Unis. Dans leur manière « d'analyser » la réalité, ils séparent l'objectif de la bonne « économique » (réduit en fait à l'expansion des marchés) et celui de la bonne « politique » (réduit à son tour à la démocratie représentative et la bonne gouvernance). Le concept de « contradiction » est étranger à leur culture et l'idée donc que les contradictions du capitalisme réellement existant doivent, par la logique même de son déploiement, s'aggraver est, pour eux, rigoureusement incompréhensible. Les « problèmes et les difficultés » n'étant pas le produit de la logique du système, sont donc toujours celui des circonstances du lieu et du moment. C'est dans ce sens qu'à l'origine de ces problèmes il y aurait toujours une responsabilité des « peuples », et que des solutions pourraient donc leur être apportées sans sortir des logiques de principe du système. On ne niera pas qu'il puisse y avoir des discriminations raciales, ou à l'égard des

femmes, que les exigences d'une gestion saine de l'environnement puissent être oubliées ; mais il s'agit toujours de « problèmes particuliers », séparés les uns des autres.

Ce plaidoyer en faveur de « l'innocence » des responsables en question ne doit pas faire ignorer que leur culture sert parfaitement les intérêts particuliers promus par les politiques qu'elle légitime. Dans ce sens cette culture peut être lue valablement comme expression cynique des intérêts du capital dominant. Et certains promoteurs des politiques en question peuvent parfaitement avoir suffisamment de lucidité pour savoir quels sont les intérêts qu'ils défendent.

Au delà de ces questions de morale en apparence se profilent les carences que j'attribuerai à l'enferment des responsables de l'establishment des Etats Unis dans leur culture anglo-saxonne. Le texte frappe par l'ignorance qu'il étale de toutes les civilisations de la planète. Le racisme banal à l'égard des « Africains » (lire les « nègres ») et des « hispanos » dicte largement les conclusions concernant les peuples concernés. Une bonne dose de mépris est également affichée à l'égard de la « vieille Europe ».

La conclusion à laquelle cet establishment parvient au terme de ses « réflexions » - à savoir que le monde de 2020 ne sera pas différent du nôtre, sauf que la place commerciale que la Chine et l'Inde y occuperont sera plus marquée (au détriment de l'Europe, mais pas des Etats Unis) – pourrait paraître « plausible ». Quinze ans ne constituent en effet pas une période suffisamment longue pour imaginer des transformations qualitatives des sociétés, surtout lorsque – comme c'est le cas aujourd'hui – aucune alternative cohérente et crédible en apparence au moins (comme c'était le cas avec le modèle du socialisme au XXe siècle) ne se profile à l'horizon visible.

Mon analyse du capitalisme réellement existant me conduit à une conclusion tout à fait différente. Ce système – dans sa forme libérale mondialisée – n'est pas viable, au sens que le chaos qu'il engendre, loin d'être « maîtrisable » par les moyens imaginés par les classes dirigeantes du système, ne peut que s'aggraver rapidement et dans des proportions dramatiques. L'échec militaire et politique en Iraq, le rejet grandissant du « projet européen » par les peuples concernés, les explosions de violence (comme celles qui agitent en novembre 2005 les banlieues des villes de France), et bien d'autres phénomènes désormais quotidiens en témoignent. Cela étant je n'en conclus pas qu'une sortie acceptable « s'imposera nécessairement ». Le monde de demain – même à l'horizon proche de 2020 probablement – sera différent de celui d'aujourd'hui, mais pas nécessairement meilleur. Il pourrait être également pire.

Les scénarios intéressants et utiles pour l'avancée de la réflexion sont donc ceux qui imaginent le pire et le meilleur et en identifient les conditions de l'émergence.

La méthode et les préjugés sur lesquelles se fonde la vision des classes dirigeantes (et en particulier l'establishment des Etats Unis) ne le permet pas. Non pas que les jugements sévères portés à l'endroit des Etats (et des sociétés), tant européens que du tiers monde ne soient pas fondés. Ils le sont, et ceux que je proposerai d'examiner dans ce qui suit ne le sont pas moins. Mais la sévérité en soi ne suffit pas. Encore faut-il saisir la nature des défis véritables auxquels les sociétés sont confrontées, ce que précisément les préjugés qui caractérisent l'idéologie dominante s'interdisent de faire.

2. Le projet européen est-il viable ?

1. Les discours euphoriques concernant le « projet européen » fournissent le pain quotidien de la grande majorité des politiciens du continent, à gauche comme à droite. Seuls, paraît-il, les extrémistes du « populisme » (partagé par l'extrême droite et l'extrême gauche dit-on) rejetteraient le projet qui serait sans alternative pour l'avenir des peuples concernés. Et pourtant les indicateurs d'une déception grandissante de ces peuples ne manquent pas.

Car en fait le projet européen est fort curieux : il s'emploie, surtout depuis le traité de Maëstricht (1992) à réduire les marges des politiques économiques nationales sans faire émerger en contrepartie une gouvernance de substitution au niveau de l'Union ! Autrement dit l'Union Européenne fonctionne dans les faits comme la région du monde la plus parfaitement « mondialisée » au sens le plus brutal du terme (annihilation de la marge d'autonomie des Etats). Ce n'est pas le cas des Etats Unis bien sûr, ni même encore celui des autres régions du monde où l'Etat, même fragile et vulnérable, demeure en principe maître de ses décisions, limité « seulement » par les règles de l'OMC (celles-ci ayant néanmoins en perspective tout également l'annihilation progressive des droits et prérogatives des Etats). L'Europe est donc en avance sur le reste du monde dans le grand bond en arrière.

Cette mutilation que les Etats européens se sont infligés concerne tous les domaines de la vie économique : il n'y a plus en Europe ni politique monétaire, ni politique des changes, ni politique budgétaire, ni politique de l'emploi, ni politique industrielle.

La BCE s'est interdite de mettre en œuvre une quelconque politique monétaire, à laquelle elle a substitué l'objectif exclusif de « stabilité des prix » garantie, prétend-elle par l'interdiction absolue faite aux Etats de financer leur déficit par le recours à « leur » banque centrale. Celle-ci, opérant dans ces conditions, n'a plus d'interlocuteur public (ni les Etats, ni l'Union) auprès desquels elle serait tenue de justifier sa politique. Cette option déflationniste par principe constitue un obstacle supplémentaire permanent à la dynamisation de l'économie.

La BCE ne peut davantage mettre en œuvre aucune politique de change active, dont les objectifs (euro « fort » ou euro « faible ») devraient être définis par un interlocuteur public qui n'existe plus. Le gouvernement des Etats Unis par contre a conservé toute ses prérogatives dans le domaine de la gestion monétaire. C'est donc Washington qui décide si le dollar sera fort ou faible, tandis que l'euro ne peut qu'enregistrer la décision et s'y ajuster. Ajoutons que l'étalon dollar est en fait un étalon pétrole/dollar : les prix du pétrole sont fixés en dollar et les Etats Unis s'emploient par l'intervention militaire si nécessaire (comme cela a été le cas en Iraq), à interdire aux pays producteurs d'offrir leur pétrole contre règlement en euro. Au demeurant les Etats européens ont, jusqu'à présent, refusé d'entrer dans ce jeu et « faire de la peine » à leur ami d'outre Atlantique. Mutilé de la sorte l'euro ne peut devenir une monnaie internationale à l'instar du dollar.

Le « Pacte de stabilité » a sonné le glas de toute possibilité de mettre en œuvre des politiques budgétaires. Cette option a été justifiée par le recours à une théorie douteuse de l'équivalence de la couverture d'un déficit des finances publiques par l'impôt ou l'emprunt. Justification au demeurant superflue puisque le Pacte a limité à 3 % le déficit maximal autorisé et à 60 % du PIB le plafond de l'endettement ! Ni les Etats Unis, ni aucune autre pays du monde (sauf les semi-colonies soumises à l'administration du FMI !) ne se sont infligés une telle mutilation, qualifiée de simplement « stupide » - à juste titre – par Prodi.

L'abolition de principe de toute forme de politique industrielle nationale (sous prétexte que la « compétition » transparente – c'est à dire sans protection ou subvention – entraîne l'allocation la plus efficace des investissements) et de toute politique de l'emploi, abandonné aux seules lois du marché (la flexibilité étant supposé résoudre les problèmes !), renforcée par le démantèlement des services publics et les privatisations, n'a pas été compensée –fusse partiellement – par des politiques communautaires. Il n'y a ni « Europe industrielle », ni « Europe sociale » à l'ordre du jour. Sans doute de ce point de vue l'Europe se rapproche-t-elle du modèle qui a toujours été celui des Etats Unis, s'étant engagée désormais très en avant dans la rupture avec toutes les traditions qui aux XIXe puis au XXe siècles avaient été à l'origine de ses succès. Encore qu'aux Etats Unis il y a bien une stratégie du complexe militaro-industriel, fortement soutenue par l'Etat (en dépit du discours « libéral ») sans pareille en Europe. Il est amusant de faire observer que les deux seules percées de la technologie européenne (Airbus et la fusée Ariane) ont été le produit d'interventions de services publics et que, laissés à l'initiative privée, ces deux performances n'auraient tout simplement jamais eu lieu!

Dans un domaine particulier – celui de l'agriculture – l'Europe a effectivement mis en œuvre une politique active, communautaire, libérée du libéralisme doctrinaire. Cette politique a donné des résultats enviables ; elle a permis la modernisation de l'agriculture familiale, l'augmentation des superficies et l'intensification de l'équipement, une plus forte spécialisation, garanti des prix assurant l'équivalence entre le revenu du travailleur paysan et du travailleur urbain, et finalement dégagé des surplus d'exportation importants (trop même !). Qu'a-t-elle coûté ? Sans doute la moitié du budget de la communauté européenne, mais celui-ci est insignifiant (moins de 1 % du PIB des pays concernés). Aujourd'hui, comme on le sait, la PAC est remise en question.

Bénéficiant du second poste des dépenses de l'Union (un tiers du budget) les politiques régionales sont fondées sur de graves ambiguïtés et véhiculent des ambitions politiques discutables. L'objectif n'est pas tant la réduction des inégalités (entre les Etats de l'Union et au sein de ceux-ci entre les régions dont ils sont constitués) que le soutien à leur capacité de « soutenir la concurrence », celle-ci étant supposé être par elle même porteuse de progrès pour tous (le libéralisme doctrinaire n'est jamais remis en question en dépit des démentis cinglants que le passé et le présent lui infligent). Les soutiens aux Etats moins développés sont d'ailleurs appelés à perdre en importance (au moins relative) après l'incorporation des PECO dans l'Union. Articulés principalement sur les soutiens aux régions pour leurs dépenses d'infrastructure et d'éducation, les politiques de régionalisation mises en œuvre ont plutôt accentué les inégalités et favorisé les « régions porteuses d'avenir » sur les terrains ouverts à la concurrence mondialisée (comme la Bavière, la Lombardie ou la Catalogne). L'objectif politique poursuivi ici est d'ailleurs de réduire la portée des « unités nationales » au bénéfice des fidélités « régionales ». Le libéralisme mondialisé préfère toujours les petits Etats aux grands, parce que le démantèlement des fonctions de l'Etat est plus facile chez les premiers. Dans l'Union européenne on préfère l'affirmation « bavaroise », « catalane » ou « lombarde » à celle des Nations (toujours soupçonnées de dérives « chauvines »).

En définitive les conceptions qui dominent les visions de l'élargissement de l'Union ne sont pas d'une nature différente de celles sur lesquelles les Etats Unis ont fondé leur projet d'intégration de l'Amérique latine dans une vaste zone de libre échange des Amériques. Ces formes sont appelées à accentuer la cassure chez les partenaires périphériques (ici l'Amérique latine et là l'Europe de l'Est) entre de petites zones bien intégrées et avantagées, contrôlées par le capital dominant des centres (ici les Etats Unis, là l'Allemagne) et de vastes réserves à

l'abandon. Le discours – qui prétend que le « rattrapage » se fera par lui-même grâce au flux grandissant des investissements privés directs étrangers – n'a évidemment pas d'autres fonctions que de propagande. Mais, tandis que les peuples d'Amérique latine rejettent l'extension du libre échange à l'échelle continentale et combattent les Etats Unis sur ce terrain l'Europe orientale accueille avec la plus grande naïveté le projet analogue concocté par les centres capitalistes de l'Europe occidentale !

Les politiques de coopération de l'Union avec l'Afrique subsaharienne n'ont jamais été que « néo-coloniales », et ont perpétué l'enfermement du continent dans un statut « pré-industriel ». L'alignement libéral de l'Union qui commande les accords de Cotonou (2000) et ceux dits de « partenariats économiques régionaux » (APER) aggrave cette évolution défavorable. L'Afrique est, dans cette perspective, l'objet d'une « exclusion programmée » (Cf. S. Amin et alii, *Afrique : renaissance ou exclusion programmée*, 2005). En fait la « mondialisation ouverte » associée au maintien du continent dans un statut pré industriel est bel et bien une stratégie mise en œuvre pour donner au capital transnational dominant les moyens de piller à bon compte les ressources naturelles du continent. Mais il faut savoir que ce pillage bénéficiera alors plus aux transnationales des Etats Unis qu'aux européennes. Dans cette perspective du déclin entretenu de l'Afrique les politiques de coopération (aujourd'hui qualifiée de « partenariat » !) entre l'Union Européenne et les ACP sont appelées à perdre progressivement leur importance au profit d'autres initiatives en direction de l'Amérique latine, de l'Asie et de la région méditerranéenne. Mais jusqu'à présent rien n'indique que ces initiatives pourraient innover et prendre leurs distances par rapport aux logiques d'expansion du capital transnational. Les projets dits euro-méditerranéens sont eux, vidés de toute portée potentielle par le ralliement de fait des Européens aux initiatives de Washington et de Tel Aviv, en dépit de quelques contorsions rhétoriques par ci-par là. (Cf. S. Amin et A. El Kenz, *le monde arabe*, 2005).

2. Le projet européen tel qu'il est poussé jusqu'à l'absurde le ralliement à des logiques systématiquement défavorables au succès d'un déploiement économique du continent. On doit alors se poser la question de pourquoi ces options (que Prodi a qualifié à juste titre d'idiotes) ?

La seule réponse raisonnable qu'on puisse donner à cette question est que ce choix a été fait par le grand capital dominant parce que c'était le moyen – le seul possible – pour lui de briser la force sociale que les travailleurs européens (classes ouvrières en premier lieu) avaient acquis au terme de deux siècles de luttes. L'effondrement du système soviétique offrait cette occasion. L'option était donc parfaitement « rationnelle », mais évidemment relevant d'une logique politique du court terme, qui a toujours bénéficié spontanément de la préférence du capital. Le comportement absurde est celui des partis socialistes et social-démocrates européens qui ont cru que l'effondrement des partis communistes ferait leur affaire, alors que la stratégie libérale visait à liquider les uns et les autres.

Le projet donc, tel qu'il est, fait l'affaire des Etats Unis, et c'est bien la raison pour laquelle Washington ne voit aucune « menace » se dessiner venant d'une Europe « compétitive efficace ». D'ailleurs la stagnation relative dans laquelle l'Europe s'est installée par cette forme extrême de l'option libérale facilite le financement du déficit des Etats Unis, causé lui par le leadership dont Washington s'évertue à poursuivre l'affirmation. La stagnation produit en effet un excédent de profits qui, ne pouvant trouver de débouché dans l'expansion des systèmes productifs européens, sont placés sur les marchés financiers des Etats Unis.

Le discours dominant attribue le handicap de l'Europe à la difficulté que ses sociétés éprouveraient à adopter franchement et intégralement les principes du libéralisme « à l'américaine », sans jamais faire la moindre allusion à l'asymétrie qui caractérise les rapports entre les deux rives de l'Atlantique. En fait si les Européens décidaient d'utiliser chez eux le surplus qu'ils prêtent aux Etats Unis - et seule cette décision pourrait sortir le continent de la stagnation – les Etats Unis seraient alors confrontés à l'obligation de réajuster leur économie et de réduire le gaspillage de leur mode de consommation et de dépense militaire. Cela ne se ferait pas sans crise politique majeure.

Les politiques mises en œuvre par l'Europe ne vont pas dans le sens requis pour que sa puissance économique potentielle puisse s'affirmer, mais exactement dans le sens inverse. La privatisation et le démantèlement des services publics de grande efficacité en Europe (la SNCF, EDF et d'autres en sont de beaux exemples) offrent au capital financier des Etats Unis, notamment aux Fonds de Pensions, une occasion exceptionnelle d'écrémer les profits dans les segments les plus intéressants des économies en question, réduisant alors d'autant les moyens de sortie de crise à la disposition des Européens.

Doit-on donc désespérer et accepter le pronostic de Washington selon lequel rien ne remettra en cause les choix européens, pour absurdes qu'ils puissent-être ? Le risque existe et ne doit pas être sous estimé par les mouvements altermondialistes. La classe dirigeante dominante au sens étroit du terme – le grand capital des oligopoles – est fortement tentée de s'enfermer dans cette voie sans issue pour les peuples européens. Car elle bénéficie en contre partie des avantages que sa participation à l'impérialisme collectif de la triade lui procure. Sans doute le gendarme qui neutralise les effets du chaos que ce déploiement impérialiste entraîne – les Etats Unis – sont-ils en mesure de faire payer le prix de leurs services à leurs partenaires subalternes. Mais ceux-ci n'ont pas d'alternative et de ce fait acceptent les postures serviles qui leur sont dévolues. Après tout cela ne sera ni la première fois dans l'histoire, ni la seule dans le monde actuel qu'il en est ainsi.

J'ajoute qu'il faut prendre la mesure des options géopolitiques affligeantes en cours, qui réduisent les marges d'autonomie de l'Europe et lui imposent de naviguer dans le sillage de Washington. L'Europe n'a pas choisi de construire une Eurasie face à laquelle les Etats Unis n'aurait pas pesé bien lourd, laquelle impliquait le rapprochement avec la Russie et la Chine. Au contraire l'Europe a choisi de soutenir – et d'encourager même – les chauvinismes « anti-russes » baltes et polonais (on se croirait retourné en 1920 et au « cordon sanitaire » antisoviétique de Versailles !). Elle accepte l'expansionnisme israélien et entérine la présence militaire des Etats Unis en Irak, en Asie centrale et au Caucase.

Le plus grave est sans doute l'alignement de l'Europe sur les positions du projet de contrôle militaire de la Planète par les forces armées des Etats Unis. Cet alignement a été signé le jour où, à l'occasion des guerres yougoslaves, l'Europe a accepté que l'OTAN soit investie des fonctions nouvelles de gendarme du monde, associé aux forces propres des Etats Unis. On aurait pu croire qu'avec l'effondrement de l'URSS, l'OTAN perdrait sa raison d'être (« la défense de l'Europe contre une agression soviétique éventuelle »). La décision qui a été prise est allée exactement dans le sens inverse : substituer à l'ONU l'OTAN désormais responsable de la gestion des relations politiques internationales. A partir de là la dérive était difficile à éviter.

Cette dérive a atteint des proportions que l'opinion publique en Europe ignore généralement. Car ce qui a suivi n'a été rien de moins que l'annulation unilatérale par les puissances

occidentales de la Charte des Nations Unies qui avaient proscrit la guerre. Les Etats Unis se sont en effet octroyés le « droit » de prendre l'initiative de « guerres préventives » sans que ses alliés de l'OTAN ne réagissent comme il aurait fallu le faire, en se désolidarisant officiellement de cette décision. Il y a plus grave encore puisque Washington s'est également donné le droit d'une première frappe nucléaire, s'il le juge « utile ». Daniel Ellsberg a fait savoir à cette occasion que les documents officiels du Pentagone estiment les « victimes possibles » de telles initiatives à rien moins que six cent millions d'êtres humains ! (cent holocaustes écrit D. Ellsberg). L'Europe et l'OTAN, en gardant le silence sur cette décision, sont désormais les complices du projet criminel des Etats Unis. La seule riposte efficace qui puisse être donnée à cette dérive est l'organisation d'une campagne mondiale pour l'interdiction absolue de l'usage des armes nucléaires (et sans doute également chimiques). Car il va de soi que le traité de « non prolifération » que les puissances de l'OTAN promeuvent est, dans ces conditions, inacceptable pour les peuples d'Asie et d'Afrique, parfaitement conscients qu'ils sont tous menacés d'holocauste par les Etats Unis et l'OTAN.

Cette servilité des segments dominants des classes dirigeantes et de leurs débiteurs politiques (de droite et de gauche) peut-elle s'imposer indéfiniment aux sociétés européennes ? J'en doute fort, parce que précisément – et c'est là que se situe l'essentiel de ma thèse sur la question – les cultures politiques européennes ne devraient pas le permettre. Je ne reviendrai pas ici sur cette thèse que j'ai développée dans *Le Virus libéral* et *Pour un monde multipolaire*, dont j'ai résumée les conclusions dans la phrase suivante : le déploiement de la logique des l'économie des oligopoles dominants rapproche les Etats Unis et l'Europe, celui de leurs cultures politiques les sépare.

3. Je ne crois donc pas que le projet européen tant dans sa dimension libérale extrême que dans son alignement sur la géostratégie de Washington soit viable.

La question de savoir comment il sera remis en cause, aux contraintes de quelles évolutions il sera soumis reste cependant ouverte.

Je reviens donc ici au point de mon analyse qui porte sur les « cultures politiques ». Celles d'une bonne partie du continent européen peut être lue comme une succession de développements majeurs qui ont façonné la cassure droite/gauche : la Philosophie des Lumières, la Révolution française et particulièrement la Convention montagnarde, la formation du mouvement ouvrier et socialiste au XIXe siècle, le marxisme et la Commune de Paris, la Révolution russe et la formation des partis communistes. La droite s'est constituée en contrepoint au cours de la Restauration (la « Sainte Alliance »), par la formulation d'idéologies « antimarxistes » (dérivant vers les fascismes), la corruption idéologique pro coloniale (et raciste), l'anti-soviétisme. Les étapes de la formation de la culture politique des Etats Unis n'ont rien à voir avec cette histoire. Cette culture s'est constituée dans une succession différente de développements majeurs : l'immigration en Nouvelle Angleterre de sectes anti-Lumières, le génocide des Indiens et l'esclavage intérieur à la société (dont l'impact est autre que celui de l'esclavage pratiqué dans des colonies lointaines), l'avortement de la conscience de classe politique à la place de laquelle les vagues successives d'immigrants ont substitué des communautarismes. La culture politique produite par cette histoire n'est pas celle d'un contraste fort gauche (potentiellement socialiste)/droite mais d'un « consensus » pro-capitaliste relativisant fortement la bipolarité électorale (Démocrates/Républicains).

La question qui se pose aujourd'hui en Europe est de savoir si l'héritage de la culture politique est appelé à s'effriter (et la gauche à disparaître en tant que porteuse d'un projet post

capitaliste) au bénéfice d'une « américanisation » en cours (les partis social-libéraux rejoignent le concert des défenseurs du « capitalisme éternel »), ou si une « nouvelle gauche » est capable de se cristalliser autour de programmes à la hauteur des défis. Les deux évolutions restent, à mon avis, possibles.

L'offensive idéologique de la droite nouvelle (qui intègre la majorité de la gauche électorale) a développé un discours hargneux « anti-français », parce que, à juste titre, cette droite voit dans la France – qui a joué un rôle majeur dans la cristallisation des cultures politiques en Europe – le « maillon faible » dans le système européen, engagé sur la route de l'américanisation. « Colbertisme » (c'est à dire un système qui en son temps a construit – avec la Monarchie absolue- les bases de la modernité capitaliste dépassant le féodalisme), « jacobinisme » (qui avait compris que le libéralisme économique étant l'ennemi de la démocratie la Révolution devrait être populaire et non strictement bourgeoise comme le fut celle de l'Angleterre), « laïcité » (dont le « radicalisme » handicape la maturation d'identités « communautaires » souhaités par le modèle de droite pro-américain), voire « gaullo-communisme » (auquel Mr Cohn Bendit préfère sans doute le pétainisme anti-soviétique !) constituent tous les thèmes répétés ad nauseam par cette propagande médiatique. Or il faut bien constater que tous ces thèmes sont dominants dans les discours « européens » (au sens de pro Union Européenne telle qu'elle est et telle qu'on la veut être).

Au delà de la pratique du projet européen il serait donc bon de faire l'analyse du discours dans lequel celle-ci se drapait. Dans ce discours toute référence à l'héritage de la culture politique européenne est qualifiée de « ringardise » : la défense des intérêts de classes (inlassablement traitée de « corporatisme » !), le respect du fait national (on lui préfère les régionalismes impuissants face au capital, les communautarismes, voir les ethnocraties à la balte, croate etc.) Sont « modernes » par contre : l'éloge de la compétition entre travailleurs, régions et pays (quel qu'en soit le prix social), ou celui de concepts antilaïcs de la religion (comme la papolatrie à la polonaise).

La reconstruction d'une gauche européenne exige d'évidence la critique radicale de tous ces discours. Elle exige de surcroît qu'on identifie les principes sur la base desquels l'alternative peut être construite, et en tire concrètement les conséquences en termes de programmes à court et à long termes.

Les considérations précédentes constituent une lecture sévère non seulement du « projet européen » tel qu'il est mais encore des réactions qu'il suscite même au sein des mouvements sociaux progressistes engagés. Le projet tel qu'il est devrait sans doute être qualifié non de « projet européen » mais de « volet européen du projet atlantiste placé sous l'hégémonie des Etats Unis ». Les réactions majeures critiques du projet me paraissent être davantage articulées à la recherche d'un équilibre moins asymétrique au sein de la triade impérialiste (par un aménagement dans ce cadre des relations entre l'Europe et les Etats Unis) qu'à celle d'un équilibre mondial moins désavantageux pour le « reste du monde ».

Dans ces conditions la question reste ouverte : le projet européen peut-il « changer de direction », ou doit-il pour que cela soit rendu possible, passer par la phase de la reconnaissance ouverte de sa faillite ?

3. Le Sud peut-il faire reculer l'impérialisme ?

L'impérialisme collectif de la Triade (Etats Unis, Europe, Japon) est à l'offensive et s'emploie activement à refaçonner le monde en fonction de ses objectifs propres. Il est déjà parvenu à réduire les pouvoirs dans la presque totalité des pays du Sud au statut de « compradore ». Dans ce cadre les Etats Unis, parce qu'ils constituent le fer de lance de cette offensive, sont en position de déployer leur projet hégémoniste spécifique. Ce projet passe par la mise en place d'un « contrôle militaire de la Planète » (les termes même dans lesquels Washington exprime sans pudeur ses ambitions).

Pour la mise en œuvre de ce projet Washington a choisi le Moyen Orient comme région de première frappe, pour différentes raisons que j'ai rappelées ailleurs (Cf. S. Amin, *L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen*, 2000). Mais le projet vise bien au delà du Moyen Orient le « Sud » dans son ensemble c'est à dire toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. L'impérialisme collectif nouveau n'a pas d'autre moyen pour imposer à terme le maintien des pays concernés dans leur statut de dominés, et c'est pourquoi les partenaires de la triade sont en définitive alignés sur ce projet, quelque démentiel et criminel soit-il, en dépit de réserves exprimées de temps à autre. Le « Sud » demeure la « zone des tempêtes » dans ce sens que les révoltes de ses peuples victimes de dévastations sociales sans précédents sont appelées à se multiplier. Il faudra alors les réduire par la violence militaire – une véritable nouvelle « guerre de cent ans » entre le « Nord » (tant qu'il demeurera impérialiste) et le « Sud ».

Dans cette perspective l'establishment des Etats Unis considère que la Chine constitue son adversaire stratégique majeur. Cet establishment est néanmoins divisé sur cette question centrale. Une fraction pense que la Chine pourrait poursuivre son développement économique accéléré en s'inscrivant dans la mondialisation libérale telle qu'elle est, et que, de ce fait elle acceptera de jouer le jeu et s'accommodera du leadership des Etats Unis. Dans ce cas la Chine demeurerait plutôt un allié qu'un adversaire, même si cet allié peut exiger (et obtenir) des concessions particulières à son profit. Une forme de complémentarité se construirait alors entre la Chine qui couvrirait une proportion grandissante des importations de biens de consommation manufacturés des Etats Unis et ces derniers, fournisseurs de technologies avancées et de capitaux. Mais une autre fraction de la classe dirigeante de Washington craint que la Chine joue son propre jeu, tente de s'appropriier les technologies avancées et simultanément de renforcer ses capacités militaires. Il faudrait alors envisager une guerre préventive contre cet adversaire stratégique avant qu'il ne soit trop tard.

Peut-on, en regardant ce qui se passe dans la société chinoise elle même pour identifier les contradictions qui s'y développent, donner un meilleur éclairage de la question posée qui concerne la place de la Chine dans le système de ses rapports aux centres impérialistes du système d'une part et aux autres périphéries de celui-ci d'autre part ?

Ce sont là des questions qui ne sont pas considérées dans le discours de l'économie conventionnelle qui se satisfait de vérités simples et superficielles comme la croissance du PIB. Les classes dirigeantes des pays concernés – la Chine en l'occurrence – ont elles mêmes tendance à se satisfaire de l'image de l'avenir qu'on croit pouvoir déduire de ce genre de « projections », surtout lorsque les « choses vont bien » (que la croissance enregistrée est forte). Les uns et les autres n'imaginent rien d'autre que le sempiternel engagement sur le « chemin du rattrapage ».

Le moment actuel est caractérisé d'une manière générale par l'éclatement du Sud, et le contraste grandissant entre un groupe de pays dits « émergents » (comme la Chine, l'Inde, le

Brésil, mais aussi des pays de taille plus modeste, la Corée entre autre) à un pôle, un « quart monde » stagnant, voire même régressant à l'autre. Peut-on en conclure que les pays émergents sont sur le chemin du développement au sens du rattrapage ? Mon analyse, qui porte sur les caractéristiques du nouveau système centres/périphéries, me conduit à une réponse négative à cette question. Dans cette analyse les nouveaux avantages décisifs qui définissent les postures de domination des centres ne sont plus constitués par le monopole de l'industrie comme par le passé lorsque la contradiction centres-périphéries était pratiquement synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés, mais par le contrôle des technologies, des flux financiers, de l'accès aux ressources naturelles, de l'information et des armements de destruction massive. Par ce moyen les centres impérialistes contrôlent effectivement les industries délocalisées dans les périphéries « émergentes » - les véritables périphéries de l'avenir .

On se fait beaucoup d'illusion, dans les pays émergents en question, sur l'avenir que les développements en cours préparent. Dans le cas de la Chine le succès de l'option de ce qui pourrait être une perspective capitaliste nationale - celle d'un capitalisme puissant devenu acteur actif dans le système mondial - se heurte à des obstacles appelés à devenir toujours plus sérieux. D'une part cette option ne peut pas associer les très larges masses populaires paysannes et urbaines aux bénéficiaires de la croissance économique. Les résistances de celle-ci sont donc appelés à se manifester avec toujours plus de vigueur. J'ai appelé l'attention ici sur la résistance particulière des paysans, bénéficiaires d'une révolution radicale en leur faveur, menacés par le projet de privatisation du sol agraire (un projet « d'enclosure »). Le développement de ces luttes pourrait faire infléchir le projet chinois en direction d'un « socialisme de marché » authentique, c'est à dire d'une combinaison donnant toute sa force à la priorité sociale (la justice sociale) dans le modèle de développement, réorienté vers l'expansion prioritaire de la demande interne des classes populaires. On s'éloignerait alors beaucoup du modèle de la Chine s'inscrivant simplement dans la mondialisation libérale. Je renvoie ici aux débats sur le sujet, vifs en Chine (S. Amin, *Theory and practise of Chinese market socialism*, 2005).

D'autre part, il faudrait être naïf pour penser que les puissances impérialistes dominantes acceptent sans réagir de voir un pays de la taille de la Chine s'ériger en « partenaire égal ». Lorsque la Chine a cru pouvoir acheter une transnationale du pétrole pour s'insérer davantage dans la mondialisation libérale et s'assurer dans ce cadre de son ravitaillement, les Etats Unis – en violation de tous les principes que seuls les doctrinaires du libéralisme croient être ceux qui régissent la réalité des rapports économiques – ont fait capoter la tentative par une intervention politique brutale. Les heurts entre la Chine et les puissances impérialistes dans tous les domaines que concernent l'accès aux ressources naturelles de la planète, la commande des technologies modernes, les droits de propriété industrielle, sont appelés à devenir violents. Plus sans doute que les conflits qui ne manqueront pas non plus de se développer au fur et à mesure que la Chine s'imposera sur les marchés internationaux de produits banalisés.

Les illusions que nourrissent les uns et les autres dans les autres pays émergents sont encore plus grossières. Au Brésil par exemple, mais souvent également ailleurs en Amérique latine, des segments importants de la gauche imaginent possible la construction de blocs hégémoniques gérés dans la tradition de la social démocratie (la « bonne » - celle du Welfare State de l'après guerre en Europe, pas celle d'aujourd'hui alignée sur le libéralisme).

On oublie les conditions tout à fait exceptionnelles qui ont permis le Welfare State social démocrate. Les sociétés occidentales concernées disposaient d'une avance sur toutes les autres qui permettrait à la fois des concessions du capital au travail et la poursuite de leur domination impérialiste sur le reste du monde. La social démocratie a été social-impérialiste et même social-colonialiste jusqu'à la victoire des mouvements de libération. Par ailleurs la menace que constituait l'alternative communiste a été décisive dans ce glissement du pouvoir en direction du compromis historique capital/travail qui caractérise ce moment exceptionnel de l'histoire. Pour la première fois la cause des classes ouvrières avait acquis une « respectabilité » dont elle n'avait jamais bénéficié jusqu'alors. Ces conditions ne sont pas celles des sociétés de la périphérie d'aujourd'hui, même dans les pays « émergents » qui sont loin de pouvoir s'imposer à égalité avec les centres impérialistes. De surcroît la page du compromis historique en question est tournée dans les centres développés eux mêmes. La social démocratie s'est faite social libérale parce que le libéralisme est le moyen par lequel les centres développés poursuivent leur domination impérialiste sur le reste du monde. La social démocratie ne sort pas du cadre de sa tradition social impérialiste ; et parce que le social impérialisme aujourd'hui est social libéral, le glissement en question était tout à fait attendu. Il reste que le libéralisme, fut-il quelque peu atténué dans ses effets dévastateurs par les social libéraux, ramène les classes travailleuses populaires des centres au statut de dominés pratiquement exclus du pouvoir qui avait été le leur jusqu'en 1945. Les conditions nouvelles pourraient donc constituer la base objective de la reconstruction d'un front internationaliste des peuples (du Nord et du Sud), à condition bien entendu que les forces politiques qui, au Nord, ont l'audience des travailleurs, rompent catégoriquement avec les ambitions de l'impérialisme.

Le sort que le projet impérialiste réserve aux peuples des périphéries « non émergentes » est encore plus dramatique. Les régions du monde dites « marginalisées » sont en fait l'objet de politiques systématiques des forces dominantes que j'ai qualifiées de stratégies « d'exclusion programmée » des peuples concernés facilitant une intégration plus poussée de leurs ressources naturelles soumises à un pillage intensifié. La mise en œuvre de ce projet passe par l'agression et l'occupation militaire (comme en Irak), la mise sous tutelle pour cause d'endettement (cas des pays d'Afrique). Dans ce cadre l'Europe et le Japon se sont pratiquement alignés sur Washington. La conférence de l'Euro Med tenue à Barcelone (fin Novembre 2005) témoigne de cet alignement : l'Europe y a tenté d'imposer l'agenda qui a la préférence de Bush – la priorité à la « lutte contre le terrorisme ». Les gouvernements arabes, aujourd'hui dociles à l'extrême face aux exigences des maîtres du système, ont été contraints de rappeler qu'il n'était pas possible de mépriser à ce point les droits des peuples palestinien et irakien. L'Europe fait donc passer ses « intérêts » dans la région arabe après ceux des Etats Unis exprimés dans le projet dit du « grand Moyen Orient ». Il en est de même pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, comme l'illustrent les accords de Cotonou (2000) et les projets dits de partenariat entre l'Union Européenne et les Communautés régionales d'Afrique. L'alignement de tous sur les mêmes discours insipides concernant la « réduction de la pauvreté » ou la « bonne gouvernance », les prises de position arrogantes du nouveau directeur général de l'OMC (le « socialiste » Pascal Lamy !) – à faire pâlir celles des ambassadeurs de l'administration Bush -, témoignent de cette unité de vue des partenaires de la triade impérialiste.

Face à ce défi d'une brutalité sans pareille les réactions du Sud en question sont soit timides à l'extrême soit inappropriés. Les gouvernements, comme ceux des protectorats d'autrefois, ne disposent plus que d'une marge de mouvement limitée à l'extrême, et se gardent de remettre en question le libéralisme économique dont leurs pays font les frais. Désarmés, de larges

secteurs des classes populaires embrayent derrière des rhétoriques para religieuses ou para ethniques qui accusent les divisions entre les peuples du Sud.

Les peuples du Sud sont parfois, dans ces conditions, confrontés seuls brutalement aux interventions violentes des impérialistes. C'est le cas en Irak en particulier, comme en Palestine. Bien que leur résistance (partiellement armée) soit héroïque, celle-ci ne bénéficie pas des soutiens moraux et politiques qu'elle mérite. On paie ici le prix des reculs de la conscience progressiste qui caractérisent le moment actuel tant dans les pays européens que dans ceux du Sud. L'isolement relatif de ceux qui combattent en première ligne le projet de déploiement impérialiste favorise parfois des dérives dans les méthodes de la résistance qu'ils promeuvent. A son tour cela ne facilite certainement pas la reconstruction nécessaire de l'internationalisme des peuples.

Reconstruire le front uni du Sud face à l'impérialisme collectif de la triade et à l'offensive militariste des Etats Unis constitue le défi auquel les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont confrontés.

Les peuples d'Asie et d'Afrique étaient bien parvenus – durant « l'ère de Bandoung » (1955-1975) à faire reculer l'impérialisme de l'époque, grâce au front uni qu'ils lui opposaient. Mais les conditions qui ont permis ces succès ne sont plus celles qui gouvernent la conjoncture actuelle. A l'époque les pouvoirs en place, issus des mouvements de libération nationale et parfois même d'authentiques révolutions populaires, bénéficiaient de ce fait d'une légitimité certaine et de la confiance de leurs peuples. De surcroît les Etats qu'ils dirigeaient pouvaient compter jusqu'à un certain point sur l'appui de l'Union soviétique, contraignant les agresseurs impérialistes à une certaine retenue. On sait que par la suite, après la disparition de l'Union soviétique, les puissances impérialistes sont revenues à leur tradition d'agression brutale.

A travers le Mouvement des Non Alignés, le front des Etats et celui des peuples concernés s'exprimaient simultanément. Un « remake » de Bandoung est aujourd'hui impossible. L'érosion du populisme national qui définissait le contenu des politiques mises en œuvre à l'époque et l'offensive impérialiste, amorcée dans les années 1980 puis redoublant de violence à partir de 1990, ont produit la dérive comprador des pouvoirs locaux. Ceux-ci ont de ce fait largement perdu leur légitimité aux yeux de leurs peuples. De plus les gauches communistes s'étaient largement alignés sur le soutien (fut-il dit « critique ») aux régimes du populisme national de l'ère de Bandoung et de ce fait, ne paraissent pas crédibles, capables d'offrir une alternative nouvelle authentique. Le vide idéologique a opéré comme un appel d'air, permettant aux culturalismes para religieux et para ethniques de répondre au désarroi par des illusions dangereuses que véhiculent leurs discours.

L'alternative authentique – que j'appellerai un Bandoung (et une Tricontinentale) des Peuples se heurte donc à des obstacles sérieux. Les tâches que les gauches dans les pays du Sud ont à accomplir ne sont pas plus faciles que celles au défi desquelles les gauches européennes sont confrontées.

4. Sur le front culturel : en arrière toute

Le recul éventuel de la culture européenne et l'américanisation du monde se traduisent par la généralisation du principe du « large consensus » fondé sur l'affirmation forte de « l'identité communautaire ». On ne doit pas sous estimer le danger fatal pour la civilisation humaine que constituerait le succès possible d'une évolution – que je qualifierai de dérive – dans cette

direction. Cette dérive, qui est d'ailleurs déjà amorcée, pourrait constituer une sortie à droite de la crise du capitalisme sénile et permettre son dépassement non par des avancées en direction du socialisme mais par la construction d'un nouveau système de type « tributaire » (« néo-tributaire ») dont je préciserai plus loin les grands caractères. Autrement dit non seulement un « autre monde est possible », mais un « autre monde » est certain, qui peut être meilleur mais tout également pire que celui dans lequel nous vivons.

La réflexion sur ce sujet que je propose est fondée sur un refus de la version linéaire du « progrès humain fatal d'étape en étape du déploiement de l'histoire », que cette version soit fondée sur l'idéologie (européenne d'origine) de la Raison associée à l'économisme de la modernité bourgeoise ou sur l'interprétation marxiste vulgaire de la succession des modes de production. Aux points tournants de l'histoire, c'est à dire lorsque le déploiement d'un système est parvenu à son terme du fait de l'accumulation des contradictions que celui-ci a produit (autrement dit lorsque ce système entre dans l'âge de la sénilité), l'avenir possible se conjugue au pluriel. A ces points tournants les bifurcations de l'évolution ultérieure sont multiples et les directions de l'évolution possible diverses. Cette multiplicité des bifurcations est devenue l'objet d'une formulation mathématique rigoureuse (la théorie du chaos). On peut discuter la pertinence de cette formulation (certainement établie pour certains objets d'étude, comme la météorologie) pour le domaine qui nous concerne (l'histoire des sociétés humaines). Pour ma part, je doute fort de cette pertinence. Par contre je parviens à la même conclusion (la diversité des avenir possibles) par une interprétation non doctrinaire du matérialisme historique, fondée sur ce que j'ai qualifié de « sous détermination des instances » (Cf. S. Amin, *Critique de l'Air du Temps*).

Dans l'analyse que je propose les instances idéologiques et politiques conquièrent une autonomie réelle dans leurs rapports à l'instance économique. Une combinaison particulière de ces différentes instances – parmi d'autres possibles – et la dominance de l'une ou l'autre de celles-ci qui caractérise cette combinaison permettent alors de qualifier le système qui se constitue en réponse à la crise du modèle en place devenu sénile.

J'ai prétendu par ailleurs que le système capitaliste était bel et bien entré dans ce temps final de la sénilité, dans le sens que la gravité des contradictions produites par la logique de son déploiement est désormais telle que leur gestion implique un usage permanent de la plus grande violence politique et militaire des maîtres du système, entre autre la guerre permanente du Nord contre le Sud.

Il ne résulte pas de cette constatation que la crise du système capitaliste mondial sénile en cours débouche nécessairement sur son dépassement par le socialisme tout également mondial. C'est un possible. Lequel exigerait dans l'analyse que je propose : (i) au plan des évolutions politiques et sociales l'association du progrès social, de l'approfondissement de la démocratie et du renforcement de la marge d'autonomie des Nations dans une mondialisation multipolaire négociée ; (ii) au plan idéologique et culturel le renouvellement des valeurs de l'universalisme.

Dans cette seconde dimension les évolutions dominantes en cours vont exactement dans le sens inverse. Les manifestations de ce grand bond en arrière sont visibles dans ce que propose le « post modernisme », tout au moins dans ses courants dominants, par sa remise en cause de la « vérité objective » et la valorisation de la « multiplicité des discours ». Alan Sokal et Jean Bricmont proposent une critique décapante de cette démission de la Raison (cf A. Sokal , *Pseudosciences et postmodernisme*, 2005).

La science prétend faire un usage à la fois de la Raison (la logique) et de l'observation qui lui permettrait de découvrir des vérités objectives, quand bien même serait-elle parfaitement consciente que celles-ci sont toujours partielles et relatives (la science ne cherche pas à connaître la « vérité absolue du tout »), que ses découvertes et les théories qu'elle en déduit doivent être l'objet d'une remise en question permanente qui permet de corriger ses erreurs et d'avancer. Dans cette définition la science plonge ses racines dans le comportement humain depuis la plus haute antiquité de toutes les sociétés de la planète. Il reste que la science a fait un bond en avant qualitatif gigantesque dans l'Europe moderne à partir de la Renaissance. C'est dans ce cadre qu'elle a rompu d'une manière plus systématique avec les méthodes du raisonnement par analogie, substituant la métaphore à la rigueur de l'observation et du raisonnement, qui caractérisait (et caractérise toujours) les « para-sciences » (comme l'astrologie) et la magie. Ce n'est pas un hasard si ce bond en avant est étroitement associé à la critique des dogmatiques religieuses (fondées sur l'interprétation des « textes sacrés »), ni qu'il est associé à la naissance du capitalisme. Simultanément ce bond en avant est de ce fait associé avec une tendance forte à l'eurocentrisme, qui prétend que pour une raison ou une autre il ne pouvait être le fait que des « Européens », comme il l'est avec d'autres caractéristiques de la société moderne dans laquelle la science se déploie – le machisme patriarcal en particulier. Toutes ces limites de la science telle qu'elle est peuvent parfaitement faire l'objet elles mêmes d'une critique scientifique, c'est à dire elle aussi fondée sur l'usage de la raison et de l'observation et le doute sceptique.

Mais dans cette version le post modernisme qui a le vent en poupe ne propose pas ce mode de critique. Il prétend remettre en question le statut privilégié de la science en matière de connaissance. Il prétend que la « vérité objective » n'existe simplement pas, que la vérité est ce que les « gens » pensent vrai. Autrement dit il place le discours scientifique (qualifié de narration) sur le même plan que les autres narrations (celles de la magie, des para sciences, des religions). Il prétend même que la multiplicité de fait des narrations effectivement en cours annihile toute prétention à l'universalité. Il place tous ces discours sur un même plan et, chose curieuse (mais non incompréhensible) s'abstient de soumettre ceux qui s'auto qualifient de contre hégémoniques à la même rigueur critique qu'il réserve au « discours dominant ».

Le discours post moderniste accompagne et légitime les évolutions majeures en cours c'est à dire l'émergence des « culturalismes » (à conjuguer toujours au pluriel). J'entends par là l'affirmation que les « cultures » constitueraient des réalités transhistoriques fondées sur des valeurs diverses, incommensurables et permanentes. Rien dans l'histoire réelle des peuples ne confirme cet a priori aberrant. Le « culturalisme » - qu'il ne faut pas confondre avec le fait banal et évident que constitue la diversité culturelle – légitime les discours de poursuite de l'absolu dont se nourrissent tous les mouvements para religieux (l'Islam politique, l'hindutva, le christianisme fondamentaliste des Etats Unis, les innombrables « sectes » de toutes natures) ou para ethniques. Il ne s'agit de rien de moins que de discours super réactionnaires qui ne participent en rien aux aspirations à la libération des êtres humains et plus particulièrement des classes et peuples dominés, mais au contraire les enferme dans l'impasse et leur fait accepter la domination réelle dont ils sont les victimes – celle du capitalisme sénile.

Les questions concernant la diversité culturelle et les discours contre hégémoniques sont tels qu'ils facilitent souvent la confusion que je crois nécessaire d'éviter. Soyons donc clairs sur le sujet. Oui, la modernité réellement existante produite par le capitalisme impérialiste est culturellement biaisée, eurocentrique, masculine et patriarcale, prométhéenne au sens qu'elle traite la nature en objet. Oui, les discours contre hégémoniques qui le démontrent (le

féminisme, l'écologisme, l'antiimpérialisme culturel) constituent les éléments positifs incontournables de toute alternative humaniste. Mais cette alternative, loin d'être la négation de la modernité, en est le développement rationnel et radical abolissant l'eurocentrisme, la dictature machiste et le mépris des nations.

Face à ce défi, appeler à renoncer à l'aspiration universaliste est fondamentalement réactionnaire. C'est accepter qu'une place soit donnée aux discours contre hégémoniques à condition qu'ils restent enfermés dans les ghettos auxquels ils sont assignés. La démocratie style Etats Unis encourage cette « diversité » impuissante. On alignera des « women studies », des « black studies » auxquels toutes les proclamations seront autorisées, tandis que le discours conventionnel de l'économie dominante poursuivra sa route sans éprouver la moindre gêne. Cette idéologie dite post moderniste ne peut pas inspirer le radicalisme nécessaire pour changer le monde.

Tous les communautarismes se singularisent par le fait qu'ils traitent le groupe dans lequel ils s'identifient comme « homogène ». Il y a « les » Noirs, « les » Croates, « les » Musulmans etc. Or , si l'appartenance aux groupes mentionnés définit parfois –mais pas toujours- une identité réelle dans certaines circonstances, cette identité n'est jamais exclusive ,même lorsqu'elle est vécue comme telle dans les cas extrêmes d'aliénation.

Certaines interprétations féministes et écologistes – mais certainement pas toutes- rejoignent les communautarismes dans cette bévue. Les femmes ne constituent pas un groupe homogène – pas plus que les hommes- , même si , d'une manière générale elles souffrent toutes des positions de dominées dans lesquelles le système, fondé sur la domination masculine, les enferme. Certains écologistes traitent également des intérêts communs de l'humanité pour la sauvegarde de la vie sur la Planète comme si l'humanité en question constituait une réalité homogène.

Tous ces courants de pensée et d'action qui occupent des places importantes dans les « mouvements » de notre époque font référence à des réalités incontestables. Sans les racismes, les dominations masculines, le mépris de la nature, ils n'existeraient simplement pas. Ces réalités qu'on doit combattre sont donc à l'origine de leur force. Mais ce combat ne sera efficace que s'il intègre toutes les dimensions du problème dans une analyse d'ensemble (en évitant les réductions vulgaires simplificatrices –faut-il le rappeler ?) et sait en dériver des stratégies à la hauteur des défis.

C'est la raison pour laquelle cette « idéologie » est celle que promeuvent les forces dominantes, et plus particulièrement l'establishment des Etats Unis. Rien de plus fonctionnel pour la poursuite des dominations en place que cette idéologie, parce qu'elle donne forme à des consensus apparents d'ensembles d'individus qui se définissent par leur « identité particulière irréductible ». J'exprimerai la réalité de cette fonctionnalité par l'image suivante : si vous tenez dans une main une bouteille de coca-cola et dans l'autre l'emblème de votre identité prétendue (le Coran, la Bible ou un insigne ethnique) vous n'êtes pas dangereux (bien que vous le croyiez !).

En contrepoint l'affirmation du besoin de science et d'universalité comme seuls fondements possibles pour la civilisation humaine, n'exclut en aucune manière un culte quelconque de la « modernité ». Car si la date de naissance et les conditions de la formation de la modernité réellement existante peuvent être reconnues, celle-ci n'est pas parvenue au terme de son parcours (il n'y a d'ailleurs pas de terme à celui-ci, l'histoire n'a pas de fin). Et puisque la

modernité réellement existante jusqu'à ce jour est celle du capitalisme il appartient aux sociétés de la planète de la dépasser par une modernité post capitaliste supérieure.

Les involutions réactionnaires en cours, si elles devaient s'affirmer dominantes et réduire au silence ses contradicteurs, contribueraient alors à un dépassement post capitaliste que je qualifierais de construction d'un système « néo-tributaire ».

L'analogie dans le choix de la qualification fait référence aux caractères par lesquels j'ai identifié la spécificité des systèmes pré-modernes (pré-capitalistes), en contrepoint au capitalisme (moderne). Je prétends d'ailleurs que cette distinction est celle que Marx lui-même propose dans *Le capital, Critique de l'économie politique*, comme dans l'ensemble de ses écrits (en particulier *L'idéologie allemande*). La détermination en dernière instance par l'économique n'exclut pas la diversité des formes de dominance des différentes instances : dans le capitalisme l'économique est l'instance dominante (et de ce fait la forme d'aliénation qui définit le système est l'aliénation économiste – dans le marché en termes vulgaire), dans les systèmes antérieurs l'instance dominante est le politique (et la forme d'aliénation qui le permet est l'aliénation religieuse).

La nouvelle idéologie prépare un retour à la dominance du politique. Celle de l'économique, propre au capitalisme, est en effet nécessairement remise en question par le développement même des forces productives, c'est à dire par ce qu'on appelle la nouvelle révolution technologique en cours. Mais la dominance du politique (ou mieux et plus précisément du politico/culturel) peut prendre différentes formes associées à des contenus sociaux eux-mêmes divers.

Elle peut prendre la forme (supérieure) d'une dominance de la socialisation par la démocratie (en contre point de la socialisation par le marché), d'une dominance de la solidarité (en contrepoint de celle de la compétition) et donner ainsi un socle solide à une société communiste. C'était, je crois, la vision de Marx ; et c'est dans ce sens que j'ai écrit que le communisme se définit par la dominance du culturel (Cf. *Critique de l'air du temps*).

Mais cette dominance peut prendre une autre forme, celle définie dans le programme des Néo-cons des Etats Unis : dictature absolue du marché (c'est à dire du grand capital des oligopoles), « démocratie » consensuelle vidée de toute portée contestataire et rénovatrice, affirmation violente de l'appartenance identitaire aux communautés (religieuses et « raciales » pour employer le langage même des Néo-cons). On aurait bien tort de sous estimer le danger que ces options représentent. Car même si d'évidence leur expression par les Néo-cons est extrême et frise parfois l'extravagance, les tendances de l'évolution vont dans ce sens partout, aux Etats Unis, en Europe, dans le reste du monde. Le modèle de la « démocratie-droits de l'homme » proposé par les classes dirigeantes en constitue le socle, et la mascarade qu'il est en réalité est loin d'apparaître comme telle pour beaucoup. Ce modèle de dominance du politique est conforté – et non contre dit – par la réduction du rôle de l'Etat, que la doctrine libérale prétend légitimer en termes de renforcement de la démocratie mise en œuvre par la société civile. Celle-ci est conçue et construite dans une pyramide de sous ensembles de paracitoyens se donnant l'apparence d'être actifs alors qu'ils sont dépouillés de tout pouvoir réel, oeuvrant ensemble à la construction de consensus vides de contenu. Le modèle traite également la « culture » sur le mode pluriel, ayant rejeté l'universalisme, glorifié la « différence » et adopté le point de vue du « culturalisme ». Il permet alors à la politique de domination qu'il promet d'instrumentaliser les « différences » en question.

Les caractères probables principaux du mode de gestion économique de cette alternative ultra réactionnaire transparaissent déjà dans le « nouvel âge du capitalisme » : financiarisation qui renforce la centralisation des postes de commande au bénéfice de petits groupes, affirmation de nouvelles formes « maffieuses » de la classe dirigeante prenant la succession des valeurs bourgeoises traditionnelles etc. Au plan mondial l'économie en question est celle de « l'apartheid à l'échelle mondiale ». Elle implique donc, comme le prévoit expressément le projet de Washington et de l'OTAN, la « guerre permanente » du Nord contre le Sud. D. Ellsberg nous rappelle que son coût pourrait être six cent millions de victimes !

C'est un autre monde que celui dans lequel nous vivions encore hier, mais évidemment pas meilleur, mais bien plus inhumain et criminel.

5. Reconstruire l'internationalisme des peuples face à l'impérialisme

Le libéralisme économique et l'impérialisme constituent les deux faces indissociables de la même réalité du capitalisme dominant de notre époque. Qu'on le qualifie de « nouveau capitalisme » (pour en faire l'éloge d'une certaine manière), de capitalisme « cognitif » ou autrement ne change rien à la nature du défi auquel les peuples sont confrontés.

Il n'y aura donc pas de sortie humaine au système mondial « post libéral » sans que celle-ci ne s'ouvre sur des relations internationales réellement « post impérialistes ». A défaut la crise du système débouchera sur un avenir encore plus sombre, un système néo-tributaire et bien entendu super impérialiste.

A l'aune des analyses que j'ai proposées ici tant en ce qui concerne l'Europe que les Suds, il apparaît que les « mouvements » de protestation et de lutte sont loin d'avoir développé une vision stratégique alternative cohérente et forte, à la hauteur des défis. Il faut avoir le courage lucide de le dire. Trop de « mouvements » s'autocongratulent mutuellement pour leurs actions (parfaitement légitimes) sans croire nécessaire d'aller plus loin, encore moins de mettre l'accent sur les insuffisances. Une certaine idéologie du « mouvement » prétend que l'addition de toutes ces résistances et luttes produit par elle même l'alternative. Ni l'histoire ni la réflexion théorique et l'observation de la réalité ne confortent ce point de vue facile.

Les peuples font leur histoire, mais dans les limites des possibilités objectives offertes en leur temps, a-t-on dit. Or il se trouve justement que les possibilités objectives offertes par le développement technologique moderne sont immenses : tous les problèmes matériels majeurs de l'humanité entière pourraient être résolus. L'obstacle est constitué par les logiques de la rentabilité financière que le capitalisme impose. Libérés de leur soumission à ces logiques les peuples donneraient à la crise du système l'issue humaine souhaitée. Autrement dit l'avenir dépend des options idéologiques et de l'invention de formes d'organisation politique adéquates. Ou encore : le socialisme mondial n'est pas seulement nécessaire, il est objectivement possible.

Cette proposition ne signifie nullement que la réponse au défi soit « facile ». Le renversement nécessaire dans le système des idées et des valeurs dominantes que la proposition implique est en effet d'une ampleur gigantesque. Il suppose que les peuples des centres du système – en particulier les Européens – réinventent une culture de gauche authentique, en rupture avec le capitalisme et l'impérialisme. Qu'à la longue série des chapitres successifs qui ont constitué la « culture politique de la gauche européenne » (les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier et le marxisme, la Révolution russe) l'imaginaire des peuples européens

s'avère capable d'inventer un chapitre nouveau. Il suppose que les peuples des périphéries – la zone des tempêtes – se libèrent à la fois des illusions d'un développement possible dans le cadre de la mondialisation capitaliste et des fantasmes d'alternatives passéistes et qu'ils formulent des alternatives d'une nouvelle déconnexion répondant aux défis et aux possibilités de notre époque. Il suppose que les uns et les autres réinventent des formes d'organisation et d'action politiques adéquates et efficaces, dont l'agenda des exigences est lourd de questions encore sans réponses convaincantes.

J'indiquerai ici seulement, en termes fort brefs, quelques uns des axes principaux du défi tel que je les vois :

(i) définir de nouveaux sujets historiques capables de maîtriser les évolutions et de leur donner les directions souhaitées.

(ii) définir le défi stratégique politique que je propose de « résumer » dans les termes suivants : concevoir des programmes capables d'associer (et non de dissocier) : a) le progrès social, b) des avancées démocratiques, c) le respect des Nations et des peuples. Cela implique entre autre de concevoir une Union européenne respectueuse des Nations et non construite contre elles.

(iii) combiner la socialisation par le marché et une socialisation par la démocratie appelée à s'affirmer progressivement dominante.

(iv) combiner la « compétition » et la « solidarité », en prenant la mesure de la supériorité de la solidarité, qui, à travers l'histoire, a été à l'origine du progrès davantage encore que la concurrence.

(v) traduire en termes concrets les politiques de régulation et de protection efficaces pour avancer en direction d'un développement multidimensionnel, équitable socialement, et durable écologiquement, ce qui implique qu'on attribue à la « loi » une autorité supérieure à celle du contrat » (conformément à la tradition européenne en conflit ici également avec celle des Etats Unis).

(vi) prendre la mesure exacte des évolutions démographiques du continent européen (le « vieillissement » qui n'est pas « négatif » - sauf pour ceux que la maximisation du profit seul intéresse – mais le produit du progrès de l'humanité), leur donner des réponses correctes en termes de migrations (fondées sur le rejet de la perspective communautariste) et en termes de « financement des retraites » (fondées sur le principe de la répartition et non celui des Fonds de Pensions qui opposent les générations).

(vii) identifier les constituants de blocs hégémoniques nationaux, populaires et démocratiques , anti impérialistes dans les conditions concrètes des différents pays du Sud et formuler des objectifs stratégiques d'étape qui leur correspondent.

Des avancées dans ces directions deviennent synonymes de construction progressive de l'internationalisme des peuples. Il s'agit en effet d'articuler les luttes des peuples du Nord (à travers la recomposition de la culture de gauche européenne) et celles des peuples du Sud. Cet internationalisme nécessaire des peuples – de tous les peuples – ne peut pas être fondé sur de vagues concepts de « solidarité humaine à l'échelle mondiale », qui souvent frisent la charité ou l'indigence de l'analyse. La lutte contre la « pauvreté », la « bonne gouvernance », l'affirmation des intérêts communs de l'humanité face aux défis écologiques (raréfaction des ressources, détérioration des climats) sont emblématiques de cette méthode « idéaliste » (au sens péjoratif du terme) qui ignorent les intérêts des groupes sociaux concernés et leurs conflits éventuels. L'internationalisme en question doit être fondé sur l'identification d'intérêts communs, face à un adversaire commun qu'on ne peut qualifier que de « capitalisme impérialiste ».

En son temps, la troisième internationale léniniste puis maoïste avait construit des alliances mondiales qui répondaient – en théorie et en partie tout au moins – à un défi analogue, formulées dans les conditions et les limites de l'époque. Il ne saurait être question de produire un « remake » de ce chapitre de l'histoire, clos définitivement. L'articulation nouvelle des luttes anti-impérialistes au Nord et au Sud reste à inventer pratiquement de A jusqu'à Z.

Sans prétendre être en mesure de formuler plus que la question qui nous concerne ici, je proposerai de considérer que cette construction passe d'abord par la mise en déroute du projet des Etats Unis de contrôle militaire de la planète. C'est là, dans mon analyse, la condition nécessaire sans laquelle toute avancée démocratique ou sociale réalisée ici ou là demeurera vulnérable à l'extrême.

L'internationalisme des peuples n'exclut pas la reconnaissance de « contradictions au sein du peuple ». Le peuple dont il s'agit ici étant celui de la Planète, ces contradictions s'expriment non seulement au sein d'un peuple particulier mais également entre les peuples du monde. C'est la raison pour laquelle le respect de l'autonomie des Nations constitue le seul socle solide sur lequel l'internationalisme peut être construit. L'argument développé ici n'est pas celui du « culturalisme » par lequel on fait de la singularité culturelle un motif de rejet de l'aspiration universaliste. Certes la singularité des parcours historiques est une réalité et comme telle ne doit jamais être ignorée et méprisée. Mais bien au delà de cette platitude, la modernité construite par le capitalisme étant fondée sur l'insertion inégale des peuples dans la mondialité, l'émancipation (au nom des valeurs universelles qu'elle sublime) passe par la construction d'un monde multipolaire. La recette libérale qui consiste à soumettre la planète entière aux mêmes « règles » (au moins en apparence sinon réellement – puisque la réalité est toujours celle du « deux poids, deux mesures » en faveur des puissants bien entendu) produit nécessairement l'approfondissement des inégalités.

Si la construction de l'internationalisme des peuples relève en définitive de la responsabilité des peuples (par distinction des « gouvernements »), c'est à dire des classes travailleuses comme des mouvements et des organisations qui sont les leurs, le combat pour avancer dans cette direction ne peut négliger les contradictions (fussent-elles « secondaires ») entre les classes dirigeantes (c'est à dire les Etats). Je renverrai aux propositions de lecture que j'ai faites des conflits Nord-Sud en cours de cristallisation (Cf. interview de S. Amin par Rémy Herrera , *50 ans après Bandung*, Recherches Internationales 2004).

Un autre monde – meilleur bien entendu – est possible. Les conditions objectives existent pour qu'il puisse en être ainsi. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales victimes de son expansion. Le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents de ceux qui gouvernent l'ordre néo-libéral mondialisé en place, fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité et la divergence (blocs de compromis capital-travail dans les centres capitalistes, blocs nationaux-populaires-démocratiques anti comprador dans les périphéries). Dans ce cas l'Etat retrouve une large marge de manœuvre dans le cadre d'un système mondial fondé sur le principe de la multipolarité négociée. Il faut œuvrer à ce qu'il en soit ainsi. La multipolarité est alors synonyme de marge d'autonomie réelle pour les Etats. Cette marge sera utilisée d'une manière donnée définie par le contenu social de l'Etat en question.

Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. Ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats-Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au-delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui-même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental y ont renoncé ; la Chine elle-même, qui fait cavalier seul, n'a guère que l'ambition de protéger son projet national (lui-même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

L'impérialisme collectif de la triade est le produit d'une évolution réelle du système productif qui a produit la solidarité des oligopoles nationaux des centres du système laquelle s'exprime dans leur souci de « gérer ensemble », et à leur profit, le monde. Mais si « l'économie » (entendue comme l'expression unilatérale des exigences des segments dominants du capital) rapproche les pays de la triade, la politique divise leurs nations. Le potentiel porté par le conflit des cultures politiques, appelant effectivement à mettre un terme à l'atlantisme, reste alors hypothéqué par les options des gauches majoritaires (en termes électoraux les partis socialistes européens), ralliés au social-libéralisme.

La Russie, la Chine et l'Inde, sont les trois adversaires stratégiques du projet de Washington. Les pouvoirs en place dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante. Mais ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des Etats-Unis. Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde) qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et isolerait les Etats-Unis, est certainement souhaitable. Et il y a quelques signes allant dans ce sens. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Au demeurant le Sud en général n'a plus de projet propre comme c'était le cas durant l'ère de Bandung (1955-1975). Sans doute les classes dirigeantes des pays qu'on dit « émergents » (la Chine, la Corée, l'Asie du Sud-est, l'Inde, le Brésil et quelques autres) poursuivent-elles des objectifs qu'elles semblent bien définir elles mêmes et pour la réalisation desquelles leurs Etats agissent. Ces objectifs se résumeraient dans la maximisation de la croissance au sein du système de la mondialisation. Ces pays disposent – ou croient disposer – d'un pouvoir de négociation qui leur permettrait de tirer un meilleur profit de cette stratégie « égoïste » que d'un vague « front commun » construit avec plus faibles qu'eux. Mais les avantages qu'ils peuvent obtenir de la sorte sont particuliers aux domaines singuliers qui les intéressent et ne remettent pas en cause l'architecture générale du système. Ils ne constituent donc pas une alternative et ne donnent pas à ce vague projet (illusoire) de construction d'un « capitalisme national » la consistance qui définit un véritable projet sociétair. Les pays du Sud les plus vulnérables (le « Quart monde ») n'ont même pas de projet propre de nature analogue, et le produit éventuel de « substitution » (les fondamentalismes religieux ou ethnocistes) ne mérite pas ce qualificatif. Aussi c'est le Nord qui prend l'initiative seul d'avancer « pour eux » (on devrait dire « contre eux ») ses propres projets, comme l'association Union Européenne – ACP (et les « accords de partenariat économique » appelés à prendre la relève des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le « dialogue euro-méditerranéen », ou les projets américano-israéliens concernant le Moyen Orient et même le « grand Moyen Orient ».

Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est confrontée sont plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Dans l'immédiat il s'agit de mettre en déroute le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de libertés nécessaires sans lesquelles tout progrès social et démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême.

A plus long terme une « autre mondialisation » implique donc qu'on remette en question les options du capitalisme libéral et la gestion des affaires de la planète par l'impérialisme collectif de la triade dans le cadre de l'atlantisme extrême ou de sa version « rééquilibrée ». Je renvoie ici aux développements que j'ai proposés ailleurs concernant la construction du monde multipolaire souhaité (Samir Amin , *Pour un monde multipolaire*, 2005).

Le monde multipolaire authentique ne sera devenue une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

i. que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition au socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et présent impérialiste. Cela implique, d'évidence, plus que simplement sortir de l'atlantisme et du néo-libéralisme extrême.

ii. qu'en Chine la voie du « socialisme marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire de la construction d'un « capitalisme national » qu'il serait impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

iii. que les pays du Sud (peuples et Etats) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition à son tour pour que des marges de mouvements permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais au-delà de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs « nationaux, populaires et démocratiques ».

iv. qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction de construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des Etats à celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux.